

VERS LA PAIX

APPEL

aux Socialistes, Syndicalistes, Révolutionnaires & Anarchistes

CHERS CAMARADES,

Fin juillet dernier, les événements se sont précipités avec une rapidité telle ; durant quelques jours, les informations ont été tellement nombreuses et si contradictoires ; enfin la Guerre s'est abattue sur l'Europe avec une si foudroyante brusquerie, que, surpris, déconcertés, arrachés tragiquement à leur rêve de fraternité universelle, subissant, pour tout dire, l'affolement général, la plupart de nos camarades, avant qu'ils aient pris le temps de réfléchir et la précaution de se concerter, ont été entraînés dans l'immense mouvement qui, du soir au lendemain, dressa les uns contre les autres des millions et des millions d'hommes.

Depuis, avec une persévérance et une ardeur exceptionnelles, ces camarades ont exposé les raisons de leur conduite.

Ils ont dit, ils disent :

« L'attaque est venue, préméditée et brutale de l'Allemagne grisée d'orgueil et emportée par l'esprit de domination et de conquête qui la caractérise.

« Il faut bien se défendre.

« La victoire Austro-Allemande, ce serait le triomphe de la barbarie, du despotisme, de l'iniquité et de la force, et la défaite de la civilisation, de la liberté, de la justice et du droit.

« Il est de notre devoir comme de notre intérêt de barrer la route aux hordes barbares et de les décimer.

« Le militarisme allemand menace et trouble incessamment la paix du monde ; il est la clef de voûte du militarisme universel.

« Par la victoire, nous briserons à jamais cette intolérable menace et, en cassant les reins de façon définitive au militarisme prussien, nous tuerons, par voie de conséquence, le militarisme mondial.

« Social-démocrates, syndicalistes et révolutionnaires allemands ont marché comme un seul homme sous les ordres de leur Kaiser, pour écraser la France de 1792, la France républicaine et démocratique.

« Les socialistes, syndicalistes, révolutionnaires et anarchistes français ne pouvaient faire autrement que de défendre la République et la Démocratie odieusement assaillies. »

L'heure n'est pas aux vaines discussions

Je ne veux apporter ici ni critique ni approbation.

Il me plaît de reconnaître que, *présentée de cette façon*, l'attitude de nos camarades qui, dès la première heure, ont, sans hésitation, presque sans réserve, marché et entraîné leurs amis sous les drapeaux, est parfaitement défendable.

Néanmoins, sans faire injure à la sincérité de ces camarades, il est permis de penser et de dire avec Jean. Grave (*Bataille Syndicaliste* du 16 décembre) :

« *Le tort de nombre de nos camarades a été, pour justifier leur participation à la guerre, de dépasser la mesure et de venir nous parler de la défense de nos droits, de notre liberté, de com-
parer la situation présente à celle de 1792, et de parler du souffle de liberté qui a dressé l'Europe contre l'Allemagne.* »

Mais je me garde d'insister, puisque, je le répète, je n'entends pas engager, ici, la moindre discussion.

Plus tard, la tourmente passée, chacun exposera son sentiment et les motifs qui dictèrent sa conduite.

Face aux réalités

Aujourd'hui, après cinq mois d'une guerre âpre acharnée, atroce, la seule chose que nous puissions, que nous devons faire, c'est de nous placer virilement et de sang froid en face des réalités et de nous demander ce qu'il y a lieu de faire.

Par centaines et centaines de mille, des hommes jeunes, vigoureux, vaillants sont déjà mis hors de combat : tués, blessés, malades, prisonniers, disparus. Sur terre, sur mer, dans les airs, la mort guette d'autres innombrables victimes. Cités sac-cagées, villages rasés, œuvres d'art anéanties, travail de multiples générations détruit, anxiété, deuil, ruines, misère et souffrance partout. C'est le cortège abominable et fatal de tous les conflits armés et ce cortège est d'autant plus épouvantable et douloureux que le conflit est plus vaste, plus violent et plus prolongé.

Jamais, depuis les origines de l'Histoire, il n'a été donné à l'homme d'assister à un tel spectacle de tueries scientifiquement organisées, de massacres méthodiquement perpétrés.

Et chaque jour ajoute à la liste des victimes, à la somme des ruines, au nombre des désolations, au total des tristesses et des angoisses.

La réalité, l'épouvantable et révoltante réalité, la voilà !

Il n'a été au pouvoir de personne d'empêcher cette abomination ? — Soit.

Socialistes, Syndicalistes, Révolutionnaires, Anarchistes, n'ont et ne sauraient avoir aucune responsabilité dans le déclenchement de ce cataclysmes ? — Soit encore.

Fidèles aux décisions formelles de leurs Congrès, aux engagements solennellement contractés, ils ont, au contraire, mis tout en œuvre, pour empêcher ces atrocités. Mais la Guerre — qu'ils exécutent

aujourd'hui autant qu'hier — leur a été imposée; ils ne l'ont pas voulue; ils ont été contraints de la subir? — Soit encore.

Internationalistes, ils ont toujours été les adversaires irréductibles de la Guerre, les partisans indéfectibles de la Paix; ils le sont plus fermement que jamais?

— Je n'en doute pas.

C'est assez; c'est trop!

Et bien! C'est à ces camarades: Socialistes, Syndicalistes, Révolutionnaires et Anarchistes que je m'adresse; et je leur dis:

Cette guerre nous a surpris alors que le prolétariat international n'avait point encore réalisé, au-dessus des frontières, une entente et une organisation assez puissantes pour tuer la guerre.

Cette guerre — qui n'a été voulue par la classe ouvrière d'aucun pays — a été, par la volonté meurtrière de certains gouvernements, imposée au prolétariat de toutes les nations en lutte.

Nous n'avons eu ni la force, ni — peut-être — le courage d'éviter le crime et, par l'enchaînement détestable d'irrésistibles fatalités, nous avons dû, jusqu'à ce jour et depuis cinq longs mois, participer à ce crime.

C'est assez; c'est trop!

Allons-nous, bénévolement et sans protestation, prêter la main à la continuation de ces horreurs que notre cœur déteste, que réprovoque notre raison et que condamne notre conscience?

Sera-t-il dit que, adversaires de la guerre en temps de paix, nous sommes devenus adversaires de la paix en temps de guerre?

Puisqu'il nous a été impossible d'éviter les hostilités, n'avons-nous pas le devoir de tout tenter pour y mettre fin?

Oui; mettre fin aux hostilités, le plus tôt possible et dans des conditions telles qu'un régime de paix durable garantisse, dans l'avenir, à chaque nationalité son indépendance, le respect de ses droits, de ses libertés, de ses intérêts; le devoir d'aujourd'hui est là: impérieux, indiscutable, sacré.

J'ai la joie de me trouver, sur ce point, en complet accord avec un homme à qui sa fière déclaration et sa noble attitude ont valu l'enthousiaste admiration et la complète approbation de tout ce que notre pays compte de socialistes, de syndicalistes, de révolutionnaires et d'anarchistes.

Écoutez Karl Liebknecht expliquant ses raisons de refuser les crédits militaires:

« Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, voilà ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés.

« Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix. »

Je ne demande pas autre chose et je suis certain d'avoir l'approbation de tous les camarades qui ont applaudi Liebknecht et ne sauraient en même temps approuver et désapprouver la même idée exprimée dans les mêmes termes, alors que, au

bas d'une *identique* déclaration, la signature, seule, diffère.

Les dirigeants

Dans sa récente déclaration au Parlement, le Gouvernement a affirmé, en même temps que son inébranlable confiance dans la victoire, la nécessité d'aller *jusqu'au bout*, quels que soient les sacrifices de toutes natures que devra s'imposer le pays et si longues que puissent être les hostilités.

A la Nation engagée depuis cent cinquante jours dans cette horrible tragédie, le Gouvernement ne pouvait faire entendre un autre langage.

Le Sénat et la Chambre ont sanctionné cette déclaration de leur approbation unanime.

Même unanimité dans la Presse.

Le Parlement et la Presse ne pouvaient pas, dans les circonstances actuelles, prendre une autre attitude.

Quand la guerre éclate et que les destinées de tout un peuple en sont le redoutable enjeu, c'est le devoir et le mandat des dirigeants, de tous ceux qui forgent l'opinion publique: ministres, parlementaires, journalistes, de stimuler et d'entretenir la confiance dans les esprits et l'exaltation dans les cœurs.

De leur part, agir autrement, ce serait trahir.

Les dirigés

Mais au-dessous des dirigeants, il y a l'innombrable multitude: pères, maris, fils, fiancés, frères qui sont soldats et exposés à tous les périls; mères, femmes, sœurs, amantes, enfants qui vivent dans l'angoisse; il y a les milliers et milliers de pauvres diables chassés des régions envahies, expulsés de leurs maisons détruites, de leurs villes bombardées, de leurs villages anéantis; il y a l'immense foule des travailleurs — hommes et femmes — que le fléau condamne au chômage et voue aux pires privations, sans compter la masse des petits propriétaires, des commerçants et des industriels qu'une guerre longue réduit plus ou moins à la gêne, à la faillite, à la ruine.

Et, sans qu'ils osent le dire, ceux-là — presque tous — souhaitent passionnément la fin des massacres et aspirent ardemment à la paix.

Ceux-là se chiffrent par millions.

Notre devoir

C'est la voix de ces millions de victimes civiles et militaires qu'il s'agit de faire entendre, puisqu'elles gardent le silence. C'est leur secrète espérance qu'il faut traduire, puisqu'elles l'étouffent en elles; c'est leur intime et profond désir qu'il est nécessaire d'exprimer, puisqu'elles ne savent ni n'osent le faire connaître.

Qui fera cela?

Qui peut, qui doit le faire? Qui? — Personne... si ce n'est nous, socialistes, syndicalistes, révolutionnaires et anarchistes, nous qui, dans cette multitude aux aspirations sans énergie, aux mouvements timides et aux volontés débiles, incarnons les seuls éléments conscients, virils et coordonnés.

S'il n'a pas été en notre pouvoir d'empêcher la calamité, et ce sera le regret et la honte de notre génération, Ah! puissions-nous du moins, en arrêter au plus tôt les suites désastreuses, et ce sera notre joie et notre réhabilitation!

Encore une fois, le devoir d'aujourd'hui est là: impérieux, indiscutable, sacré!

Précisions

Précisons ce devoir ; déterminons les conditions dans lesquelles il peut être accompli et les actes qu'il comporte.

Nul ne songe à *humilier* la France en lui infligeant la posture d'une nation vaincue qui, agonisant sous la botte du vainqueur, demande grâce et mendie la paix : la France n'est pas vaincue ; le sort des armes ne lui est pas défavorable ; il s'en faut.

Nul ne songe à *deshonorer* la France en la poussant à solliciter une paix séparée : la France fait partie d'un groupe de nations alliées ; elle a partie liée avec elles ; son sort est indissolublement enchaîné au leur et il ne saurait être question de rompre la profonde solidarité qui l'unit à la Belgique, à l'Angleterre, à la Russie.

Je ne parle donc pas de propositions de paix formulées directement par la France et communiquées à l'Allemagne.

Convient-il d'attendre de l'Allemagne qu'elle sollicite la paix ?

Il serait insensé d'escompter de la part de cette puissance une telle attitude à bref délai.

Certes, bien que les frontières de l'Allemagne soient intactes, et quoique les troupes du Kaiser occupent la Belgique, une dizaine de départements Français et une partie de la Pologne Russe, la situation militaire de l'Allemagne et de ses alliés : l'Autriche et la Turquie est loin d'être brillante.

En dépit de son orgueil démesuré, Guillaume II doit éprouver quelque appréhension et, malgré sa confiance excessive en la force de ses armées, la nation Allemande doit se rendre compte aujourd'hui qu'elle a contre elle, frémissant et déterminé, un ensemble de pays qui constitue une coalition formidable sinon écrasante.

Mais l'Allemagne possède encore, en hommes, en munitions, en vivres, en argent, des ressources importantes, des réserves appréciables.

Elle s'est solidement fortifiée dans les régions qu'elle a envahies ; elle détient, encore à peine entamé, un organisme militaire de premier ordre et, pour arriver, ainsi qu'on l'exige dans certains milieux, à l'épuiser entièrement et à la réduire à merci, il n'est pas douteux qu'il faudra un laps de temps qu'on ne saurait fixer, des sacrifices qu'il est impossible de préciser, mais qui seront — temps et sacrifices — considérables.

Ce n'est pas faire œuvre de mauvais français que de dire la vérité, toute la vérité ; c'est, au contraire, se conduire en homme loyal, prudent et sage, car le mensonge entraîne à des illusions périlleuses et dont les conséquences peuvent être terribles.

Je dis donc la vérité, ce que je crois être la vérité, ce que mon esprit impartial et ma froide raison me disent être la vérité :

Cette guerre qui s'étend sur un front immense et qui a pour théâtre des régions multiples comporte fatalement une succession de succès et de revers, de progrès et de reculs qui, en modifiant constamment les sinuosités de la ligne de feu et en obligeant fréquemment les stratèges à modifier leurs plans, éloigne indéfiniment le dénouement.

Cette guerre de tranchées qui ralentit, paralyse et parfois arrête tout à fait l'offensive en même temps qu'elle abrite, protège et facilite la défensive ; cette guerre de tranchées qui, de cent mètres

en cent mètres, couvre tout un pays de fortresses souterraines, qui engloutit, en des combats restreints mais journaliers, sur dix, vingt, cinquante points différents, des montagnes de fer et des monticules de cadavres, cette guerre ne peut se terminer que par l'épuisement en soldats, en munitions, en matériel, en vivres de l'un des deux groupes de nations belligérantes.

Et il est à présumer que l'épuisement complet de l'un de ces groupes ne précèdera que très faiblement l'épuisement total de l'autre.

Cet épuisement, quand se produira-t-il ? Et faudra-t-il l'attendre pour que la paix reflorisse sur des cadavres et des ruines ?...

Objection unique

Je sais bien que, au fond, je traduis le sentiment de l'immense majorité, mais on peut objecter que le moment est mal choisi.

Mal choisi ? Et pourquoi ?... Parce qu'il n'y a, pour ainsi dire, ni vainqueur, ni vaincu, qu'en tous cas, nul n'est encore à terre et à tel point épuisé qu'il lui soit impossible de lutter encore et interdit d'espérer !

Et c'est pour cela que le moment serait mal choisi ?

Oui ! J'entends.

Certains voudraient qu'il ne fut question des préliminaires de la paix que lorsque la défaite de l'Allemagne sera si avérée et si complète, qu'elle ne sera plus en état de discuter des conditions de paix et que, si terribles que soient celles-ci, elle sera dans la nécessité de les subir.

Il y a, en Allemagne aussi, de ces gens qui, pleins de confiance dans la victoire allemande, tiennent par rapport à la France le même raisonnement.

Et les uns comme les autres sont convaincus qu'alors, alors seulement, il sera convenable qu'on parle de paix.

Mon sentiment est qu'alors il sera trop tard pour qu'on puisse raisonnablement escompter les fruits durables et positifs d'une paix basée sur la reconnaissance de tous les Droits.

Quel que soit le vainqueur, tel sera le prix auquel la victoire aura été achetée, que le vainqueur ne saura pas se défendre contre le désir naturel de profiter, plus que largement, des avantages de la situation, voire d'en abuser.

Et comment en serait-il autrement, si on fait le compte des ruines accumulées, des torrents de sang répandu, des haines exacerbées et des instincts de violence et de proie qui, sommeillant au cœur des nations en temps de paix, se déchaînent en temps de guerre d'autant plus furieusement que la lutte, en raison même de sa durée, est plus pénible, plus sauvage et plus meurtrière ?

Il serait inopportun, prématuré, maladroit de parler actuellement de paix ? Le moment serait mal choisi ?

Réfléchissons.

La paix que nous voulons

Quelle paix voulons-nous ?

Voulons-nous que l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie soient démembrées, qu'elles soient supprimées en tant que nationalités indépendantes, qu'elles cessent de figurer sur la carte de l'Europe et que leurs cent quarante millions d'habitants soient annexés de force aux Puissances alliées ?

J'aime à penser que, parmi nous : socialistes, syndicalistes, révolutionnaires et anarchistes, pas un seul n'est assez dément pour vouloir cette folie.

Ce que nous voulons, c'est que cette guerre abominable aboutisse, selon la parole de Karl Liebknecht, à une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples, parce que seule une telle paix peut être durable.

Si c'est à cette paix que nous aspirons, si c'est cette paix, et celle-là seulement, que l'Internationale ouvrière a la ferme volonté de faire souscrire à l'Internationale capitaliste et bourgeoise, il est temps de la préparer immédiatement. Il n'y a plus un moment à perdre.

Dans quelques mois, il serait trop tard ; je viens de dire pourquoi.

Qui proposera la Paix ?

Mais s'il n'appartient pas à la France de demander la paix ; s'il ne convient pas d'espérer que l'Allemagne la sollicitera prochainement, qui donc la proposera ?

Une grande nation, comme l'Italie ou les États-Unis, pourrait prendre cette initiative ; mieux encore, les puissances neutres de l'Europe : Suisse, Hollande, Suède, Danemark, Norvège, Luxembourg, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Portugal, Espagne, réunies en une sorte de Conférence européenne des neutres, pourraient proposer leur médiation.

Il va de soi que cette Conférence qui rassemblerait les représentants accrédités de ces diverses nations n'aurait pas à s'occuper des clauses spéciales de la paix. Sa mission consisterait à s'entremettre officieusement auprès des chancelleries belligérantes, en vue de provoquer chez celles-ci le désir de chercher en commun les moyens, honorables pour tous, d'engager la conversation.

Les diplomates des Puissances en guerre examineraient ensuite sur quelles bases il serait possible d'entamer les négociations. Ils tenteraient enfin, ces bases trouvées, d'aboutir à un traité de paix qui, tenant compte des restitutions nécessaires, des indemnités équitables, et des droits respectifs des Nationalités, assurerait les garanties à prendre en faveur d'un régime de paix qu'aucun peuple ne serait tenté ni en état de troubler.

Ce traité de paix serait acceptable par tous et réglerait pour longtemps les conditions de vie nécessaires à une Europe réconciliée et pacifique.

Je me résume

Il ne s'agit ni d'abaisser la France devant l'Allemagne, ni d'abaisser celle-ci devant celle-là.

La France n'a pas à solliciter la paix, l'Allemagne non plus.

Mais en France comme en Allemagne, la Paix a d'ores et déjà des partisans résolus, ardents.

Et je sais pertinemment qu'en Russie, en Angleterre, en Autriche, en Belgique autant qu'en France et en Allemagne, une partie de la population désire secrètement, mais passionnément, la fin des massacres.

Il faut que, d'une part, au sein de chacune de ces nations, les partisans de la paix s'affirment, qu'ils se groupent, qu'ils prêchent la croisade sainte, qu'ils se multiplient et parviennent à créer un courant d'opinion favorable à la paix.

Il faut que, d'autre part, les pays neutres disposés à proposer leur médiation sachent que dans tous les pays qu'accable le fardeau de la guerre, à côté de ceux qui systématiquement ne veulent à aucun prix entendre parler de la paix avant l'écrasement total de l'ennemi, il y a toute une population qui serait heureuse que les gouvernants consentissent à envisager la possibilité d'en finir au plus tôt et à examiner les conditions d'une paix acceptable par tous dans le présent et constituant, pour l'avenir des garanties contre le retour d'une pareille calamité.

Un dernier mot

En publiant ce manifeste, je sais à quoi je m'expose. Silence méprisant des uns, injures grossières des autres, persécutions, brutalités et peut-être agressions ; j'ai tout prévu.

Au cours de ma carrière déjà longue et passablement mouvementée, j'ai déjà subi de rudes assauts et traversé de cruelles épreuves ; je suis prêt à faire face aux assauts qui m'attendent et résolu à braver, d'un front haut et d'un cœur tranquille, les épreuves de demain.

Depuis cinq mois, je m'impose un silence qui, souvent, m'a été pénible. J'aurais pu ne pas le rompre et continuer à vivre tranquille auprès de mes amis et de mes quarante enfants, loin des horreurs et des dangers du champ de bataille.

Mais cette attitude passive, déjà contraire à ma nature et à mes habitudes de combattivité, est apparue à ma conscience comme une lâcheté.

Depuis vingt-cinq ans, j'ai mené contre la guerre une guerre implacable ; devant des centaines de milliers d'auditeurs, j'en ai flétri les horreurs, les origines et les conséquences.

Cet apostolat m'impose des responsabilités et des devoirs auxquels je ne veux pas me soustraire plus longtemps.

Les événements actuels n'ont en rien modifié mes convictions ; ils les ont, au contraire, fortifiées.

Plus que jamais ennemi de la Guerre, plus que jamais attaché à la Paix, je ne puis servir la Cause à laquelle j'ai voué ma vie qu'en tentant d'abrèger la Guerre et de hâter la Paix.

Je m'y décide.

Quels que soient les risques à courir, j'aime mieux les affronter que de renier tout mon passé : ma seule flerté et ma seule richesse, et de traîner une vieillesse désormais impuissante et déshonorée.

Seul, je ne puis rien. Mais je sais que nombreux déjà sont en Allemagne les Liebknecht, les Rosa Luxembourg, les Lédebour et les Clara Zetkin. Je sais qu'ils sont déjà nombreux aussi ceux qui, en France, ont soif de la paix. Je sais enfin qu'elles sont légion les personnes qui, dans tous les pays, désirent secrètement mais passionnément la fin de cette guerre maudite.

Je m'adresse à tous.

Qu'ils aient le courage de répondre à mon appel, ceux qui approuvent l'objet de ce manifeste.

Nous verrons ensemble ce qu'il y aura lieu de faire.

SÉBASTIEN FAURE.